



"l'école de l'image"®

AUTORISATION PARENTALE



Je soussigné(e)

.....
représentant(e) légal(e) de l'enfant :

.....
domicilié à :

Autorise



L'enregistrement de l'image de mon enfant pour le film vidéo souvenir dans le cadre des activités de la classe découverte audiovisuelle : "l'école de l'image"® par l'association **ABC Caméra "l'école de l'image"®**.

Autorisation nécessaire et indispensable pour participer à la semaine

Autorise



La publication de la photographie de mon enfant dans tout document, journal, compte-rendu, publicité pour

N'autorise pas



ABC Caméra "l'école de l'image"®

Autorise



La publication de la photographie de mon enfant en situation de travail dans ses activités sur le site Internet de l'association **ABC Caméra "l'école de l'image"®** (<http://photos.abc-camera.com/>)

N'autorise pas



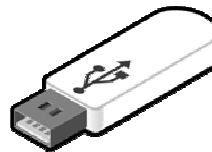
Fait à

Signature

Le / /

"l'école de l'image"®

CONTRAT D'ENGAGEMENT



Le film souvenir de la semaine sera désormais proposé sur clé USB en remplacement du support DVD devenu obsolète et désuet.

Ce film sera remis à votre enfant sous la forme d'un fichier vidéo compatible avec la plupart des lecteurs actuels.

Nous sommes conscients qu'il sera plus facile de copier et de mettre en ligne ce fichier ainsi nous souhaitons vous rappeler ce que dit la loi :

Le droit à l'image est un attribut du droit de la personnalité. Le principe du droit à l'image est énoncé par les tribunaux dans les termes suivants : « Toute personne a, sur son image et sur l'utilisation qui en est faite, un droit exclusif et peut s'opposer à sa diffusion sans son autorisation ». La jurisprudence sanctionne l'atteinte au droit à l'image sur le fondement de l'article 9 du Code civil. Chaque personne détient le droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction de ses traits identifiables.

Je soussigné(e),

responsable de l'enfant

m'engage à ne jamais publier dans aucun média la vidéo qui m'a été remise suite à la classe de découverte audiovisuelle "l'école de l'image"® réalisée du au 20.....

J'ai bien pris connaissance du fait que le non-respect du droit à l'image des personnes était sanctionné par la loi.

Signature (précédée de lu et approuvé)